

REPENSER LA PAIX ET LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST DANS UN ORDRE MONDIAL EN MUTATION



**ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG**

WEST AFRICA OFFICE

Professeur
JIBRIN IBRAHIM

REPENSER LA PAIX ET LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST DANS UN ORDRE MONDIAL EN MUTATION

PROFESSEUR JIBRIN IBRAHIM

chercheur principal au **Centre for Democracy and
Development**



Du 23 au 25 septembre 2026, le Bureau Afrique de l'Ouest de la Rosa Luxemburg Stiftung a organisé à Abidjan, en Côte d'Ivoire, une conférence intitulée « Crises politiques en Afrique de l'Ouest : repenser les stratégies de consolidation des acquis démocratiques ». Dans son discours liminaire, le professeur Jibrin Ibrahim, chercheur principal au Centre for Democracy and Development (CDD), a analysé l'aggravation des crises politiques et sécuritaires en Afrique de l'Ouest, l'érosion de la gouvernance démocratique ainsi que les implications des mutations de l'ordre régional et mondial.

Ce discours liminaire a été abrégé en vue de sa publication.



IMPRINT

Published by the Rosa-Luxemburg-Stiftung West Africa Regional Office
Cover Illustration & Editorial design : Yessine Ouerghemmi

This publication or parts of it can be used by others for free as long as they provide a proper reference to the original publication. The content of this publication does not necessarily reflect the official opinion of the Rosa-Luxemburg-Stiftung. Responsibility for the information and views expressed therein lies with the authors.



ROSA LUXEMBURG STIFTUNG

WEST AFRICA OFFICE

INTRODUCTION

L'Afrique de l'Ouest est en proie à l'instabilité politique depuis une dizaine d'années, témoignant de l'aggravation d'une crise chronique due à des problèmes structurels liés à la pauvreté généralisée, à l'insécurité alimentaire, à la crise climatique et à l'insurrection menée par des groupes djihadistes extrémistes violents. La phase actuelle de la crise est principalement liée à l'affaiblissement rapide du modèle démocratique qui s'est développé après 1990, sous l'impulsion des revendications populaires et de l'organisation régionale qu'est la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Ce processus résulte de la montée en puissance de régimes autoritaires imposés par de nombreux présidents élus « démocratiquement » et ayant dévié de la voie constitutionnelle menant à la gouvernance démocratique. Ces régimes offrent ainsi aux militaires des prétextes leur permettant d'accéder au pouvoir sous le prétexte de rectifier toute déviation par rapport aux principes démocratiques.

Les coups d'État survenus au Tchad, au Mali, au Burkina Faso, en Guinée, au Niger et en Guinée-Bissau ont plongé la CEDEAO, en tant qu'organisation, ainsi que son modèle démocratique, dans une crise existentielle. Le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont par la suite quitté la CEDEAO pour fonder l'Alliance des États du Sahel (AES). Parallèlement, le néocolonialisme français a été désigné comme un fléau à éradiquer. L'utilisation politique d'arguments géopolitiques contre la France a créé un clivage qui a entraîné les Africains de l'Ouest, en particulier les jeunes, à s'opposer fermement à la France, puis progressivement aux puissances occidentales en général.

Ce n'est toutefois pas la première fois que l'Afrique de l'Ouest est confrontée à une telle transformation politique radicale. La région a toujours fait preuve de résilience. Au début des années 1990, la population a lutté contre l'autoritarisme et les conflits dévastateurs des années 1970 et 1980, obtenant ainsi un retour à la démocratie. Ce retour à la démocratie s'est accompagné de nouvelles constitutions, de nouveaux partis politiques et d'élections régulières. La principale question qui se posait dans les années 1990 était de savoir qui seraient les bénéficiaires de ce renouveau démocratique.

Pour pratiquement tous les pays de la région, le constat était le suivant : le contrat social établi pendant la lutte nationaliste entre les États et les citoyens avait été rompu. Les régimes militaires et à parti unique de l'après-indépendance avaient échoué à améliorer les conditions de vie et les moyens de subsistance de la population. Une frustration politique s'est installée lorsqu'il est apparu clairement que les nouveaux régimes démocratiques qui ont émergé par la suite ne

parvenaient pas non plus à améliorer suffisamment le quotidien des citoyen·ne·s. La corruption, la fraude électorale et les règles du jeu inéquitables ont fragilisé la légitimité du régime démocratique. Les partis d'opposition étaient frustrés par les partis au pouvoir qui leur barraient la route vers un accès démocratique au pouvoir. C'est dans ce contexte qu'est apparue l'idée que si la démocratie ne permet pas d'améliorer la situation de la population, quel est l'intérêt de s'opposer aux coups d'État par principe ? Il s'agit là d'une question cruciale aujourd'hui.

L'analyse des risques en Afrique de l'Ouest s'est assombrie depuis au moins 2020. La capacité du Nigeria à jouer le rôle de leader régional qu'il assumait au cours des décennies précédentes s'est considérablement affaiblie. Le pays a lui-même été confronté à de graves menaces pour sa sécurité intérieure : une insurrection djihadiste dans le nord-est, un mouvement sécessionniste au Biafra dans le sud-est, le banditisme et les enlèvements de masse dans le nord-ouest, ainsi que de graves violences opposant agriculteurs et éleveurs dans une grande partie du pays. Ces menaces occupent pleinement les forces armées nigérianes à l'intérieur de ses frontières.

Concernant la crise démocratique de la région, elle est liée à sa sociologie politique. À de nombreuses reprises, les citoyen·ne·s ont fait part de leur vif intérêt et de leur détermination à participer à la vie politique démocratique. Toutefois, les générations successives de dirigeant·e·s ont souvent fait preuve d'un profond mépris pour l'égalité des chances et œuvré à démanteler les règles et les processus démocratiques. La lutte qui se poursuit oppose, d'une part, les tentatives de la classe politique de s'accaparer l'État et, d'autre part, les efforts des citoyen·ne·s pour ancrer une culture démocratique inclusive. C'est ce paradoxe qu'il faut résoudre pour remettre à l'ordre du jour une politique démocratique inclusive dans la région.

L'AFRIQUE DE L'OUEST EST À NOUVEAU LE THÉÂTRE DE COUPS D'ÉTAT MILITAIRES

L'Afrique de l'Ouest a été secouée par des soulèvements militaires et des coups d'État ces dernières années. En conséquence, les principes de convergence politique de la CEDEAO, qui imposent aux États membres de mettre en place des régimes démocratiques fondés sur des élections multipartites régulières, ont été profondément fragilisés, tandis que le Protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance a été enfreint à maintes reprises.

Les coups d'État militaires résultent d'un système de gouvernement défaillant, voire en échec. Historiquement, ils surviennent dans des pays en proie à d'importantes turbulences, que celles-ci soient causées par des dirigeants s'accrochant au pouvoir au détriment des intérêts de leur pays, par une corruption généralisée ou par les excès des personnes au pouvoir. Un passé marqué par l'oppression, la corruption, la dictature, la stagnation économique et, surtout, une population en souffrance est partagé par les pays ayant connu un coup d'État.

La conjonction de crises constitutionnelles et sécuritaires soulève certaines questions. Pourquoi ces pays en particulier ? Pour quelle raison à cet instant précis et dans un intervalle de temps aussi restreint ? Et quelle perspective d'avenir est réservée à leurs populations sous un régime militaire ? La plupart des populations des États d'Afrique de l'Ouest ont moins de 40 ans et ne se souviennent pas du régime militaire, de sa répression et de la violation des droits de l'homme. Ils n'ont surtout aucun souvenir des abus commis en matière de droits sociaux et politiques. Les jeunes peuvent donc nourrir une vision romantique de l'armée, qu'ils perçoivent comme un corps professionnel capable de résoudre les problèmes créés par la classe politique sortante et de ramener les pays vers une démocratie idyllique. Ils n'ont guère d'expérience des manœuvres politiques des militaires, de leur avidité du pouvoir, de leur volonté de se maintenir au pouvoir et de leur corruption.

La situation politique au Mali, en Guinée, au Burkina Faso, au Niger et en Guinée-Bissau est étroitement liée au passé tumultueux de chaque pays. Dans l'ensemble du Sahel, région faiblement peuplée et mal gouvernée, la mauvaise gouvernance locale crée des vides que les mouvements djihadistes comblent, affaiblissant ainsi encore davantage la gouvernance et conférant une légitimité aux auteurs de coups d'État. Les crises sécuritaires constituent un contexte propice aux coups d'État, tout comme le manque d'intégrité des dirigeants. À l'heure actuelle, plusieurs gouvernements civils renversés avaient eux-mêmes fait l'objet de critiques concernant la corruption, des élections contestées, des restrictions imposées aux figures de l'opposition, aux manifestations et à la liberté de la presse, ou encore des tentatives de manipulation des limites constitutionnelles des mandats.

Le retour des militaires s'inscrit au cœur d'un projet antidémocratique et constitue, en ce sens, une véritable menace existentielle pour la CEDEAO qui, depuis sa création, œuvre sans relâche à la promotion de l'unité sur la base d'un système normatif fondé sur les valeurs et les pratiques démocratiques. En 2020, l'ensemble de la région restait profondément attaché à la démocratie, malgré les nombreux écueils auxquels cette dernière a été confrontée au fil des ans. Avant de relever ce défi, il est important d'examiner les enjeux géopolitiques des grandes puissances.

LA TRANSFORMATION GÉOPOLITIQUE ET LA LUTTE POUR L'AUTONOMIE

Les transformations géopolitiques mondiales constituent désormais un élément central de la dynamique actuelle. Le retour au pouvoir des militaires au Mali, au Burkina Faso et au Niger s'est accompagné d'une campagne accusant la France d'être responsable du sous-développement des pays du Sahel et de saboter la lutte contre l'extrémisme violent. Le sentiment anti-français s'est amplifié dans ces trois pays, où les gouvernements militaires ont mis fin aux accords de longue date autorisant les troupes françaises à opérer sur leur territoire.

L'histoire vient étayer ces griefs. La domination coloniale française a en effet mis en place des systèmes politiques conçus pour exploiter des ressources précieuses, tout en recourant à des stratégies répressives pour maintenir son contrôle. Après l'indépendance, la France a continué à entretenir des institutions néocoloniales. Le franc CFA, les accords de défense et les interventions françaises répétées en faveur de dirigeants alliés sont devenus les symboles de cette influence persistante et ont créé des obstacles sup-

plémentaires aux luttes démocratiques.

Parallèlement, l'arrivée du groupe Wagner au Sahel s'est accompagnée d'une campagne de désinformation soutenue. Cette méthodologie repose sur le concept de «dominance informationnelle»: en s'appropriant les canaux d'information d'une personne et en y injectant du contenu, les acteurs peuvent modifier sa perception des événements. Alors qu'on pensait qu'Internet avait brisé les monopoles de l'information en offrant aux utilisateurs des sources nombreuses et variées, il peut également enfermer les individus dans des bulles d'information biaisées et manipulatrices.

Quant à la Françafrique, la stratégie du groupe Wagner consistait à inonder l'Afrique francophone d'allégations affirmant que la France fournissait activement des armes aux djihadistes afin d'entretenir le terrorisme, via Facebook, WhatsApp, TikTok, Twitter et d'autres canaux. La Françafrique est une réalité qui a causé un préjudice considérable aux pays francophones. Néanmoins, bon nombre de vidéos

censées montrer des hélicoptères français livrant des armes à des terroristes étaient fausses. De véritables griefs ont ainsi pu être associés à de faux récits et utilisés comme arme pour retourner l'opinion publique contre la France.

Ces dernières années, un lien étroit s'est établi entre l'idée que la France doit être chassée, idée que de nombreux Africain·e·s soutiennent, et celle selon laquelle la Russie représente la voie à suivre. Toutefois, les Africains doivent

prendre conscience de l'impératif suivant: l'objectif de la lutte contre le néocolonialisme doit être l'autonomie, et non le remplacement d'une puissance néocoloniale par une autre. L'aspect le plus insidieux de cette instrumentalisation réside dans la présentation de l'avant-gardisme militaire comme chemin vers le salut, alors que la génération actuelle de jeunes Africain·e·s a peu d'expérience ou de connaissances du régime militaire et des graves conséquences de la dictature.

DÉMOGRAPHIE: EXPLOSION DÉMOGRAPHIQUE DES JEUNES ET MONTÉE DU PRÉCARIAT

L'instabilité politique en Afrique de l'Ouest trouve ses racines dans la crise démographique que traverse la région. La population augmente rapidement et la jeune génération ne s'intègre pas de manière structurée dans l'économie, la société et la vie politique, créant ainsi les conditions propices à l'aggravation des conflits. Pour être un atout, la population doit être composée de membres bien éduqués et en bonne santé. L'économie doit être suffisamment dynamique pour générer des emplois. Les ménages doivent disposer de revenus leur permettant de consommer les biens et services produits par les entreprises.

Le concept de «précarité», développé par Guy Standing, désigne les personnes confrontées à des emplois instables, à des identités professionnelles précaires et à un manque de prévisibilité. Leur vie est marquée par l'anxiété, l'aliénation, la colère et le sentiment de privation relative. L'Afrique de l'Ouest a vu se développer un précarité massif, conséquence de décennies de pauvreté et d'une croissance économique insuffisante. Le changement climatique et les sécheresses des années 1970 ont poussé une grande partie de la population rurale vers les centres urbains. Contrairement aux phases antérieures de migration, où l'éducation et l'emploi urbain étaient souvent synonymes de mobilité sociale, ce mouvement a essentiellement transposé la pauvreté rurale dans la misère et l'insécurité urbaines.

Pendant ce temps, les inégalités se sont accentuées. Les classes dirigeantes, alimentées par la corruption et la monopolisation des systèmes politiques, ont accumulé une richesse considérable, tandis qu'une grande partie de la population est restée pauvre. Cette situation a également constitué la force politique de la

jeunesse ouest-africaine qui a fait une entrée fracassante sur la scène politique et bouleversé les rapports de force dans les pays de la région. Ces explosions sont cependant souvent épisodiques et difficiles à pérenniser en raison de la vie atomisée et précaire des personnes concernées. L'explosion démographique des jeunes est donc à la fois une source d'action politique et un défi majeur pour la stabilité démocratique.

L'AFRIQUE DE L'OUEST FACE AU DÉFI DE L'EXTRÉMISME VIOLENT

L'extrémisme violent, ancré dans le radicalisme islamiste, s'est imposé comme l'un des principaux facteurs politiques de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel. Il s'inscrit en effet dans une perspective idéologique différente qui remet en cause la légitimité même de la démocratie. Au cours des deux dernières décennies, les organisations extrémistes violentes ont démontré une grande capacité à influencer la sécurité et la situation politique de la région. Leurs ambitions se sont accrues et leur rayonnement géographique s'est étendu. Le terrorisme a dévasté des vies et des moyens de subsistance, perturbé les économies locales et affaibli les services de santé et d'éducation.

Le terrorisme a des effets variés. Dans certains pays, il a sapé le soutien aux gouvernements démocratiques qui n'ont pas su protéger leur population. Dans d'autres, la menace terroriste a été instrumentalisée pour légitimer des violations généralisées des droits de l'homme. Dans les deux cas, l'extrémisme violent représente une menace majeure pour la stabilité politique. L'une des raisons pour lesquelles le terrorisme revêt une importance particulière est qu'il remet en cause la conception actuelle de la citoyenneté en renforçant l'idée que la démocratie n'apporte aucun bénéfice aux citoyen·ne·s ordinaires.

La relation entre l'insécurité et la légitimité démocratique est par conséquent centrale. Les gouvernements sont jugés sur leur capacité à protéger les citoyen·ne·s et à fournir des services publics. Toutefois, la lutte contre le terrorisme ne doit pas servir de prétexte pour restreindre les droits et les libertés. La lutte contre l'extrémisme violent et la quête d'une gouvernance démocratique doivent être menées de front.

DÉMOCRATIE ET DYNAMIQUES DE CONFLIT EN AFRIQUE DE L'OUEST

C'est au début des années 1990 que la « troisième vague » de transition démocratique en Afrique de l'Ouest a pris son essor, marquée par une libéralisation politique. Sur le plan formel, la transition démocratique s'accompagne d'un État de droit constitutionnel et de systèmes politiques multipartites. Cependant, à un niveau systémique plus profond, elle nécessite une transformation sociopolitique plus radicale permettant aux dirigeant·e·s librement élu·e·s et à la population civile d'imposer leur suprématie face aux oligarchies militaires ou civiles. L'objectif final est le développement d'une culture politique démocratique dans laquelle de larges pans de la société intériorisent les valeurs démocratiques et où les citoyen·ne·s sont en mesure de décider eux-mêmes de qui exerce le pouvoir.

La démocratie est fréquemment renforcée par des médias puissants et des mouvements de la société civile. Leur rôle est de défendre la démocratie par le biais de l'investigation, de la transparence, du plaidoyer et de la mobilisation. Une société civile dynamique peut instaurer la confiance et la cohésion sociale qui permettent à la contestation et aux débats politiques d'avoir lieu dans un cadre démocratique, et peut renforcer la résilience lorsque la démocratie est mise à rude épreuve.

La consolidation de l'autoritarisme est également devenue plus difficile qu'auparavant. Les populistes et les dirigeant·e·s autoritaires peuvent bénéficier d'un large soutien populaire au départ, mais ils peinent souvent à le maintenir, car leurs promesses exagérées ne peuvent être tenues. Les citoyen·ne·s en sont venus à attendre des démocraties qu'elles leur garantissent l'intégrité, la sécurité et des services publics, et ils nourrissent les mêmes attentes vis-à-vis des autocrates dès leur arrivée au pouvoir.

LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO) ET LES ENGAGEMENTS RÉGIONAUX EN MATIÈRE DE DÉFENSE DE LA DÉMOCRATIE

Créée en 1975 principalement comme un projet d'intégration économique, la CEDEAO a progressivement mis en place une architecture régionale de paix et de sécurité, sous l'effet des conflits et de l'instabilité politique. L'organisation a établi un cadre normatif fondé sur le respect de la Constitution, la gouvernance démocratique et le rejet des changements de gouvernement anticonstitutionnels. Le Mécanisme de prévention, de gestion et de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité de 1999 ainsi que le Protocole A/SP1/12/01

sur la démocratie et la bonne gouvernance additionnel au Protocole relatif au mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité, constituent les principaux piliers de ce cadre.

La CEDEAO a joué un rôle crucial dans la gestion des crises politiques, le règlement des conflits et la consolidation de la paix et de la démocratie. Elle a aussi fait des progrès notables en matière d'intégration régionale, en particulier grâce à la libre circulation des personnes et au développement du marché commun. Le défi consiste aujourd'hui à renforcer la résilience autour de ces acquis. Le terrorisme, le changement climatique, la pauvreté, le chômage et l'instabilité politique mettent à rude épreuve le système régional. Pourtant, les principes démocratiques élaborés par la CEDEAO restent importants, car ils fournissent aux citoyen·ne·s des critères permettant d'évaluer les gouvernements.

I MAILLON FAIBLE : LE NON-RESPECT DU CADRE NORMATIF

La vulnérabilité principale de la CEDEAO tient à l'érosion de son cadre normatif, due à certains présidents qui constituent pourtant son instance dirigeante suprême en tant que membres de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement. La question de la durée du mandat présidentiel illustre bien ce problème. Les tentatives visant à instaurer une interdiction régionale de cumuler plus de deux mandats ont été bloquées par les États membres. De ce fait, la Commission de la CEDEAO n'est pas toujours en mesure de rallier ses dirigeants politiques à sa cause, car certains d'entre eux poursuivent des objectifs qui contredisent directement le cadre normatif établi par l'organisation.

L'institution a une vision claire de l'origine et de la nature du problème, mais le défi réside dans la manière d'y remédier lorsque celui-ci émane du sommet lui-même. La voie à suivre passe par une

citoyenneté plus active et mieux informée au niveau national: des citoyen·ne·s qui comprennent les protocoles de la CEDEAO ainsi que leurs propres droits et devoirs constitutionnels, et qui soient en mesure de contester les dérives démocratiques de leurs pouvoirs exécutifs dès qu'elles se manifestent. La CEDEAO doit évoluer au-delà du stade de simple projet des chefs d'État. Le slogan d'une «CEDEAO des peuples» doit devenir une réalité. Les citoyen·ne·s sont appelé·e·s à développer la capacité de faire respecter les normes régionales.

L'organisation est également confrontée à des défis institutionnels. Le Parlement de la CEDEAO n'est pas élu au suffrage direct et les décisions de la Cour de justice de la Communauté ne sont pas toujours respectées. Ces lacunes renforcent la nécessité d'une réforme institutionnelle et d'une appropriation citoyenne accrue.

REMARQUES FINALES : L'IMPÉRATIF DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

Les causes profondes de la crise en Afrique de l'Ouest résident dans la mauvaise gouvernance et dans la prise de conscience par les citoyen-ne-s que la corruption de la classe politique les prive des avantages de la démocratie. Les populations d'Afrique de l'Ouest ont des attentes vis-à-vis de leurs gouvernements : ils doivent assurer leur sécurité et leur bien-être. C'est le principal défi à relever. La capacité de l'État à fournir des services doit s'améliorer progressivement, et ce, afin de répondre aux attentes de la population. La paix et le développement en Afrique de l'Ouest ne peuvent pas être garantis par le militarisme. L'autoritarisme aggrave la corruption, favorise le pouvoir arbitraire, étouffe la production et l'innovation, et fait obstacle au développement. Le nouveau démocratique reste la voie vers un avenir pacifique et prospère.

La démocratie n'a pas échoué en Afrique de l'Ouest ; elle a été sabotée. De nombreux dirigeant-e-s démocratiquement élu-e-s de la région ont subverti les conditions d'égalité nécessaires à des élections libres et équitables, compromis le pouvoir judiciaire et l'État de droit, entravé l'action des partis d'opposition et présenté le problème comme étant la démocratie elle-même plutôt que leur propre comportement.

L'idée que le régime militaire permettrait aux populations d'Afrique de l'Ouest d'assurer le contrôle national des ressources et de renverser les systèmes néocoloniaux est ancrée chez les jeunes, mais elle ne repose sur aucune base empirique. Néanmoins, l'argument selon lequel les populations d'Afrique de l'Ouest doivent unir leurs forces pour démanteler le néocolonialisme est pertinent. Les pays de la région devraient engager des débats nationaux et élaborer des stratégies pour assurer la pleine maîtrise de leurs ressources.

Parallèlement, l'Afrique de l'Ouest devrait s'efforcer de sauver son organisation régionale de l'effondrement. La CEDEAO doit rester inébranlable dans le respect de ses principes constitutionnels de convergence et maintenir une tolérance zéro envers les changements de gouvernement par des moyens anticonstitutionnels. L'organisation devrait également reconnaître que l'érosion de la démocratie est la conséquence des actions de certains membres de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement, et prendre des mesures proactives pour y remédier. À cet égard, le Protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance devrait être amendé afin de rendre illégal le fait d'exercer plus de deux mandats.

Les tendances actuelles en Afrique de l'Ouest sont fortement influencées par la transformation géopolitique mondiale. Les pays d'Afrique de l'Ouest, qui ont des liens étroits avec les anciennes puissances coloniales, devraient repenser leurs stratégies à mesure que l'ordre mondial évolue. Ils devraient s'engager auprès des puissances émergentes dans une optique d'autonomie plutôt que de dépendance.

La société civile est la véritable force motrice des luttes et des succès démocratiques

en Afrique de l'Ouest. Les syndicats, les associations étudiantes, les organisations non gouvernementales, les organisations de femmes, les organisations culturelles et religieuses, ainsi que les médias privés ont tous contribué de manière décisive à influencer l'opinion publique, à formuler des revendications en faveur de la libéralisation politique et de la protection des droits humains, et à soutenir ces revendications par le biais de grèves, de manifestations et de protestations.

Les pays d'Afrique de l'Ouest doivent également renforcer l'intégrité de leurs élections grâce à des réformes constitutionnelles et juridiques garantissant l'autonomie opérationnelle et financière des commissions électorales, consolidant les partis politiques et instaurant des conditions de concurrence plus équitables. Les processus électoraux doivent être crédibles.

Les citoyen-ne-s doivent s'impliquer activement pour créer un avenir meilleur pour leur pays. Elles et ils doivent développer leur capacité à résister aux tentatives des présidents sortants de modifier la constitution afin de prolonger la durée de leur mandat, et adhérer au principe du devoir de responsabilité des gouvernements à leur égard. L'éducation civique devrait répondre à l'utilisation de la religion et de l'ethnicité comme outils de manipulation politique. Les citoyen-ne-s doivent également défendre la culture de l'opposition politique en tant qu'élément essentiel de la défense de la démocratie, et veiller à ce que les partis d'opposition puissent proposer des alternatives crédibles lors des prochaines élections.